NUMERO DE REGISTRE: 121

NOTIFICATION DE CONTRÔLE PREALABLE

Date de soumission : 31 juillet 2006

Numéro de dossier : 2006-422

Institution : Cour des Comptes européenne

Base légale : article 27-5 du Règlement CE 45/2001(1)

(1) OJ L 8, 12.01.2001

INFORMATIONS NECESSAIRES (2)

(2) Merci de joindre tout document utile

1/ Nom et adresse du responsable du traitement

John SPEED, Directeur des Ressources Humaines, de l'Informatique et des Télécommunications, Rose-Marie WEGNEZ, Chef de la Division des Ressources Humaines

2/ Services de l'institution ou de l'organe chargés du traitement de données à caractère personnel

Division des Ressources Humaines

3/ Intitulé du traitement

Procédure d'attestation

4/ La ou les finalités du traitement

En application de l'article 10, paragraphe 3 de l'annexe XIII du statut, sélectionner les fonctionnaires dans les catégories C ou D avant le 1er mai 2004 aptes à être attestés.

5/ Description de la catégorie ou des catégories de personnes concernées

Les fonctionnaires en fonction dans les catégories C ou D avant le 1er mai 2004 . Voir art. 1 § 1 de la décision de la Cour n° 50-2006 en annexe.

6/ Description des données ou des catégories de données (en incluant, si nécessaire, les catégories particulières de données (article 10) et/ou l'origine des données)

Nom, prénom, date de naissance, qualité, position administrative visée à l'art. 35 du statut, n° de personnel, niveau de formation, expérience professionnelle, ancienneté dans le service et dans le groupe de fonctions AST, rapports périodiques d'évaluation couvrant les 3 dernières années. Voir la décision de l'AIPN n° 51-2006 en annexe.

<p>7/ Informations destinées aux personnes concernées</p> <p>Voir Communication au personnel n° 45/2006 du 31/07/2006 en annexe.</p>
<p>8/ Procédures garantissant les droits des personnes concernées(<i>droits d'accès, de faire rectifier, de faire verrouiller, de faire effacer, d'opposition</i>)</p> <p>Possibilité de vérification et de correction de la fiche individuelle pour la procédure d'attestation sur base de laquelle l'AIPN arrête la liste.</p>
<p>9/ Procédures de traitement automatisées / manuelles</p> <p>Manuelles</p>
<p>10/ Support de stockage des données</p> <p>Stockage physique (dossiers) pendant la procédure. Fiches individuelles pour la procédure d'attestation: stockage automatisé.</p>
<p>11/ Base légale et licéité du traitement</p> <p>Article l'article 10, paragraphe 3 de l'annexe XIII du statut - Article 5 b du Règlement 45-2001.</p>
<p>12/ Destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées</p> <p>Les membres et la/le secrétaire de la Commission des promotions et l'AIPN. En cas d'appel suivant l'article 90 du Statut: le Service Juridique. Publication en interne de la liste des candidats admis. La décision de l'AIPN est communiquée aux personnes chargées de la mettre en oeuvre, au contrôle ex-ante, à la cellule application administratives et à la comptabilité.</p>
<p>13/ Politique de conservation des données personnelles (ou catégories de données)</p> <p>Pendant la procédure, elles sont conservées dans un classeur spécifique enfermé dans une armoire sécurisée. A la fin de l'exercice les documents sont versés dans les dossiers personnels respectifs. En ce qui concerne les fiches individuelles, elles restent mémorisées dans un fichier électronique (à disposition de l'AIPN) situé dans un drive à accès limité.</p>
<p>13 a/ Dates limites pour le verrouillage et l'effacement des différentes catégories de données (après requête légitime de la personne concernée) <i>(Merci d'indiquer les dates limites pour chaque catégorie, si nécessaire)</i></p> <p>Les données en question se trouvent déjà dans les dossiers personnels. Elles sont envoyées pour vérification aux intéressés et les modifications éventuellement demandées sont apportées. Dans ces conditions un verrouillage ou un effacement pendant la procédure n'ont pas été prévus.</p>
<p>14/ Finalités historiques, statistiques ou scientifiques</p> <p><i>Si vous conservez les données pour des périodes plus longues que celles mentionnées ci-dessus, merci d'indiquer, si nécessaire, ce pourquoi les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification.</i></p> <p>Finalités historiques et/ou pour être utilisées lors de l'exercice suivant afin de permettre à l'AIPN d'assurer dans le temps l'égalité de traitement des candidats.</p>
<p>15/ Transferts de données envisagés à destination de pays tiers ou d'organisations internationales</p> <p>N/A</p>

16/ Le traitement présente des risques particuliers qui justifient un contrôle préalable : *(Merci de décrire le traitement)* :

comme prévu à:

Article 27.2.(a)

Les traitements de données relatives à la santé et les traitements de données relatives à des suspicions, infractions, condamnations pénales ou mesures de sûreté,

X Article 27.2.(b)

Les traitements destinés à évaluer des aspects de la personnalité des personnes concernées, tels que leur compétence, leur rendement ou leur comportement,

Article 27.2.(c)

Les traitements permettant des interconnexions non prévues en vertu de la législation nationale ou communautaire entre des données traitées pour des finalités différentes,

Article 27.2.(d)

Les traitements visant à exclure des personnes du bénéfice d'un droit, d'une prestation ou d'un contrat,

Autre (concept général de l'article 27.1)

17/ Commentaires

Les étapes de la procédure ont été harmonisées au niveau interinstitutionnel. Compte tenu des possibilités de transfert interinstitutionnel des fonctionnaires attestés, toutes les institutions ont adopté des dispositions générales d'exécution similaires.

LIEU ET DATE: Luxembourg, le 31 juillet 2006

DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES: Jan KILB

INSTITUTION OU ORGANE COMMUNAUTAIRE: Cour des comptes européenne